

PLACE A GAUCHE

14ème arrondissement - n°0 - octobre 2012

EDITO

On ne lâche rien !

Dépassée la fatigue de la campagne électorale du printemps, combattue la résignation qui pourrait nous saisir face à la faiblesse des mesures prises par le nouveau gouvernement : plus que jamais, nous repartons au combat !

L'austérité n'est pas une fatalité ! Nous condamnons le Pacte Budgétaire européen, exigeons un référendum et l'ouverture d'un large débat pour réorienter l'Europe. C'est l'objet du dossier de notre premier numéro. Premier rendez-vous le **30 septembre** pour une grande manifestation contre l'austérité, retrouvons la foule du 18 mars à la Bastille !

Place à gauche 14 : une publication militante, l'actualité sociale et politique de notre arrondissement, un dossier thématique chaque mois, un journal pour vous, et nous l'espérons, avec vous ! A vos plumes, citoyens !



"Ce mois-ci, notre comité de rédaction s'est penché sur le Pacte Budgétaire européen. En pages centrales, nous décryptons le contenu du dernier avatar des Traités de l'Union européenne, avant de nous pencher sur les intérêts en jeu dans la rubrique "A qui profite le crime?". Enfin, nous détaillons les propositions du Front de Gauche pour une Europe des peuples. En page 4, retrouvez l'agenda, le compte-rendu de notre dernière Assemblée Citoyenne et un micro-trottoir spécial TSCG. Bonne lecture!"



EN BREVES



Le Front de Gauche compte désormais 8 organisations ; la Gauche Anticapitaliste (GA) l'a rejoint cet été.



Le Front de Gauche dénonce la hausse des frais d'inscription dans l'enseignement supérieur et réclame toujours l'abrogation de la LRU pour l'accès de tous à la formation.



J.L. Mélenchon et P. Laurent ont célébré les 220 ans de la République place du Panthéon, le 22 septembre, à l'invitation de la SER (Société des Études Robespierriennes).

NON AU TRAITE DE L'AUSTERITE !

Le Traité sur la Stabilité la Coordination et la Gouvernance de l'Union économique et monétaire (TSCG)

Un traité contre les peuples !

Le TSCG ou Pacte budgétaire européen fait de l'équilibre budgétaire une règle permanente, il contraint de manière antidémocratique les Etats européens à mener des politiques économiques néolibérales inefficaces et socialement injustes.

Une règle d'or, l'austérité

Avec le TSCG l'interdiction d'avoir un déficit structurel supérieur à 0.5 % du PIB doit être inscrite dans les législations nationales. Réduction des dépenses obligatoire, et interdiction d'emprunter pour des investissements de long terme.

Des mesures inefficaces et injustes

Le TSCG institutionnalise les politiques budgétaires d'austérité appliquées en Grèce, en Espagne, en Italie et en Irlande depuis le début de la crise, et qui n'ont eu pour effet que d'honorer les dettes des Etats auprès des banques privées, en faisant exploser le chômage, baisser les salaires et les

pensions et rendant plus chers l'ensemble des services publics, conduisant par exemple l'espérance de vie à baisser. Ces politiques budgétaires sont :

économiquement absurdes : elles provoquent la baisse des revenus, entraînant une baisse de la consommation, une baisse de l'activité économique, qui entraîne elle-même la récession, la dégradation des comptes publics et donc l'augmentation de la dette publique.

socialement injustes :

le chômage, la baisse des salaires et des retraites, et le recul de la protection sociale touchent d'abord les plus précaires : les jeunes, les femmes, les classes populaires.

Des attaques contre la démocratie

« Le frein à la dette va être contraignant et s'appliquer de manière permanente. Les règles ne doivent en aucun cas pouvoir être changées par une nouvelle majorité parlementaire ». La chancelière allemande Angela Merkel a bien résumé l'idée force de ce traité : l'austérité pour toujours ! De peur que les peuples refusent ce traité, l'UE n'oblige pas à changer la Constitution nationale, ce qui permet au gouvernement socialiste en France de ne pas passer par un re-

ferendum pour la ratification du traité.

Le TSCG oblige les Etats à se doter de mécanismes de correction automatique en cas de déficit « excessif », qui ne seront pas soumis à la délibération parlementaire, mais contrôlés par le Conseil Constitutionnel.

La répression contre les Etats « fautifs »

Un Etat peut porter plainte devant la Cour de Justice de l'Union européenne contre un autre Etat qui ne respecte pas les règles du traité, et se verra imposer des amendes importantes ! La délation est donc encouragée !

Le Pacte budgétaire ne va pas sauver l'Europe mais l'enfoncer davantage dans la crise

Si le TSGC s'appliquait en France...

- Le gouvernement devrait économiser l'équivalent du budget de l'Education Nationale soit 66 milliards d'euros au rythme de 10 milliards d'euros par an pour atteindre un déficit structurel de 0,5% du PIB

- 26 milliards d'euros d'économies supplémentaires devront être réalisés chaque année pour atteindre l'objectif d'une dette publique inférieure à 60% du PIB.

Mais à qui profite le crime ?

Il y a crime puisque les peuples vont subir l'austérité, et les pays européens vont être durement affectés par la récession, conséquence d'une spirale vicieuse austérité, baisse de l'activité, baisse des recettes, dette, etc. De nombreux analystes découvrent que l'Europe va dans le mur. Le prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz qui n'est ni communiste, ni syndicaliste déclare : "**clairement, la crise montre que l'idéologie de la dérégulation est erronée, Elle n'a pas été efficace économiquement, elle a provoqué un gâchis considérable des ressources et son échec a coûté énormément à la société...**"

La sortie de la crise de 1929 aux USA n'a été possible qu'avec l'action de l'état, la relance, la forte taxation des riches. Comment donc expliquer que le capitalisme européen, qui lobbyise à Bruxelles, se tire une balle dans le pied, qu'il se dirige vers une contraction de l'économie ?

D'abord, du point de vue de Total, Unilever, LVMH la récession et les inégalités ne sont pas un problème. Ils ont le cynisme de jouer sur un noyau dur d'activités très rentables et un noyau dur de consommateurs solvables et de laisser de côté une grande partie de la population.

Ensuite, les fonds de pension, banques d'affaire, "investisseurs" (les spéculateurs) sont voraces, ils profitent de leur "liberté" pour sacrifier la base industrielle sur l'hôtel du profit à court terme. Les larmes sur la désindustrialisation ne les touchent en rien. Le calcul de leurs gains ne prend pas en compte l'impact écologique.

Enfin, la baisse des salaires directs est directement intéressante, et ils veulent aussi une baisse du salaire indirect ! Les services publics, la sécurité sociale sont un salaire différé que perçoit le peuple, ils sont une partie de la valeur ajoutée qui est répartie sur tous. Les supprimer, les rendre privés et payants (santé, école...) revient à transférer cette part du PIB vers les en-

Traité Européen : NOS PROPOSITIONS !	
TOUT DE SUITE !	ET APRES ?
<p>Le traité budgétaire. Non au traité budgétaire pour garder une marge de manœuvre, pour garder le contrôle démocratique de notre budget.</p>	<p>Etats généraux Européens pour remettre en cause les traités qui institutionnalisent le libéralisme économique (le pouvoir du grand capital et des banques au détriment des peuples)</p>
<p>Système bancaire européen. La BCE doit prêter directement aux Etats à 0%</p>	<p>Refonte des missions et de son contrôle. La BCE doit être sous contrôle démocratique. Elle a actuellement pour unique mission de lutter contre l'inflation, dans l'avenir elle devrait avoir aussi pour objectif la croissance de l'économie utile, le développement des services publics. Création d'un fond européen d'investissement solidaire et écologique. Séparation des banques de dépôt et des banques d'affaires, création d'une taxe sur toutes les transactions financières.</p>
<p>La dette, le déficit. Rééquilibrer la charge fiscale : supprimer les niches fiscales, imposer les entreprises et les revenus du capital au même niveau que les revenus du travail.</p>	<p>Croissance de l'activité utile (satisfaction des besoins, programmation de la transition écologique).</p>
<p>L'Europe... démocratique. Non au traité budgétaire qui met les budgets sous contrôle d'organismes non élus.</p>	<p>Contrôle démocratique de toutes les institutions européennes. Droit pour le Parlement européen d'être à l'initiative des directives (les lois européennes) Actuellement, seule la Commission peut mettre à l'ordre du jour une directive</p>
<p>Le respect de la souveraineté des peuples. Non au traité budgétaire qui légalise les mesures austéritaires au détriment des peuples.</p>	<p>Actuellement, il n'y a pas de souveraineté du peuple européen puisque l'ensemble de l'organisation établit la souveraineté des marchands, industriels et banquiers. Profiter de la souveraineté qu'il reste au peuple français</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour être un exemple par des mesures solidaires - pour rassembler les pays prêts à prendre d'autres orientations - pour prendre des mesures unilatérales dans certains cas.

treprises, les banques, les riches, par une baisse de leur impôts.

Et si le capital prenait le risque de la récession pour profiter de la crise et mettre les autres classes sociales, les travailleurs en position de faiblesse? Voilà un programme qui leur va bien : Suppression du CDI, généralisation de la précarité, création d'une masse de pauvres qui concurrencent les tra-

vailleurs intégrés, dislocation des services publics, individualisme, isolement, résignation. Un de leur objectifs n'est-il pas d'organiser la baisse de la qualité et du niveau de vie en Europe, au nom de la "compétitivité" Alors, si l'austérité et les "remèdes libéraux" sont bons pour eux, sont-ils vraiment bons aussi pour nous ?

«Le compte-rendu»

Le 5 septembre 2012 s'est tenue à l'initiative du Front de Gauche 14ème une Assemblée Citoyenne sur le thème du « Non au TSCG ». En dépit d'une période de rentrée chargée, de nombreuses personnes ont répondu présentes.

Le contenu du traité budgétaire exposé, les participants se répartissent en petits groupes de réflexion. L'autoritarisme forcené de Bruxelles et les visées antidémocratiques du texte sont vivement dénoncés. Les participants retiennent les conséquences majeures et inquiétantes de la ratification du traité et de son MES comme la déréglementation du marché du travail, la suite de la découpe progressive du service public.

MICRO-TROTTOIR



Stéphane **Monique** **Claude** **Dario**

Question : Pourquoi êtes-vous contre ce traité ?

Dario : « Car la population subit le joug des politiques économiques sans pouvoir réagir »
Stéphane : « Car il va aggraver les problèmes et non les résoudre : c'est un ensemble de mesures qui prépare un projet européen qui va à l'encontre des peuples »

Question : « Quelle Europe voulez vous ?

Monique : « Une Europe solidaire des peuples »
Claude : « Une Europe débarrassée de l'emprise des marchés financiers et des paradis fiscaux, avec une fiscalité vraiment progressive »

Propos recueillis à la sortie de la réunion unitaire sur le TSCG du 24 septembre avec Thomas Coutrot

On note le discours ambigu des médias qui appellent à soutenir le traité sans véritable analyse. Il apparaît évident que nous devons nous mêler de ce traité, pointer les enjeux. A la fin de la réunion, nous mettons en commun nos arguments et tombons d'accord sur la nécessité d'un référendum

et de la poursuite de nos actions contre le Traité. Cet élan de mobilisation s'est confirmé le 24 septembre dernier lors d'une réunion publique unitaire qui a rassemblé plus de 110 personnes contre la ratification du Pacte Budgétaire.

AGENDA

Samedi 6 Octobre 2012

Manifestation Notre santé est en danger !

12h30 Place de l'Observatoire, RER Port Royal

Mardi 9 octobre 2012

Manifestation - journée d'action européenne

pour la défense de l'emploi et de l'industrie à l'appel de la CGT
13h30 - Place d'Italie en direction de Montparnasse

Jeu. 11 octobre 2012.

Action nationale intersyndicale des retraité-e-s

Manifestation et rassemblement à caractère national, à Paris, en direction de l'Assemblée Nationale.

Dimanche 14 octobre 2012

Café-Repaire du 14ème arrondissement

de l'émission Là-bas si j'y suis
Guerre d'Algérie : un appelé du contingent raconte
20h30 au Café "Au Magique" 42 rue de Gergovie
Métro Pernety

Samedi 20 Octobre 2012

Journée pour l'égalité salariale

Bourse du Travail de Saint-Denis

Vous souhaitez être informé de notre activité dans l'arrondissement ?

Vous souhaitez participer à la campagne contre le Pacte Budgétaire ?

Vous souhaitez contribuer à ce journal ?

Vous souhaitez nous rencontrer ?

Prenez contact avec le Parti de Gauche du 14e arrondissement :

infospgparis14@gmail.com